

3. Quel est le chiffre estimatif des pertes de vie causées par ces incendies attribuables aux fumeurs?

4. Quel est le chiffre estimatif des pertes financières occasionnées par ces incendies?

M. J. B. Stewart (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics): Voici la réponse:

	1964	1965
1. Nombre total des incendies d'immeubles	75,306	68,432
2. Pourcentage des incendies reconnus comme étant attribuables aux fumeurs	33%	35%
3. Pertes de vie reconnues comme ayant été causées par les incendies attribuables aux fumeurs	52	65
4. Pertes financières reconnues comme ayant été occasionnées par les incendies attribuables aux fumeurs	\$10,275,193	\$12,135,568

LE CHÔMAGE DANS LES PROVINCES ATLANTIQUES

Question n° 146—**M. Crossman:**

Quel pourcentage de la main-d'œuvre des provinces de l'Atlantique était en chômage au cours de la période de trois mois se terminant en avril des années 1961 à 1967 inclusivement?

M. J. C. Munro (secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Les données sont les suivantes:

	février	mars	avril
1961	18.3	18.3	17.5
1962	16.5	17.1	15.9
1963	15.2	15.6	14.4
1964	12.9	13.2	12.3
1965	13.3	12.5	12.8
1966	10.9	10.5	8.6
1967	10.4	10.6	9.9

[Français]

VENTILATION DES DÉPENSES DANS CHAQUE PROVINCE, AU COURS DES ANNÉES FISCALES 1966 ET 1967

Question n° 182—**M. Allard:**

Au cours des années fiscales 1966 et 1967, excluant les montants consacrés aux programmes d'armement, quelles ont été, par province, les dépenses du ministère de la Défense nationale, les dites dépenses comprenant les salaires des forces armées et du personnel civil, les dépenses de voyage, les approvisionnements en nourriture, en chauffage, en vêtement et autres choses semblables?

[M. Mather.]

L'hon. Léo Cadieux (ministre associé de la Défense nationale): Nous ne disposons, à l'heure actuelle, ni des renseignements qu'il faudrait pour donner une réponse exacte à cette question ni du personnel spécialisé nécessaire pour entreprendre la vaste somme de travail qui serait requise pour réunir les éléments d'information voulus.

[Traduction]

LES NATIONS UNIES

LE MOYEN-ORIENT—LE CANADA ET LES VŒUX DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question au premier ministre. Le gouvernement est-il prêt à appuyer activement toute recommandation que pourrait faire le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale des Nations Unies au sujet de la crise et du conflit actuel au Proche-Orient?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous ferons sûrement honneur aux engagements que nous avons pris en signant la charte, et les décisions du Conseil de sécurité s'y trouvent comprises.

[Plus tard]

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au premier ministre une autre question ayant trait à la crise actuelle au Moyen-Orient. Le premier ministre a-t-il l'intention d'aller lui-même à New York afin d'aider le Conseil de sécurité dans ses efforts pour amener un cessez-le-feu?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, cela, je crois, dépend des circonstances. Notre ambassadeur au Conseil s'acquitte très bien de la tâche qui lui a été confiée. S'il est nécessaire pour le ministre dont relève la question, c'est-à-dire le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, d'aider notre cause en prenant lui-même la parole au nom du Canada aux réunions du Conseil, je sais qu'il sera heureux de le faire. Si je pouvais être utile, je serais heureux de participer aux réunions du Conseil moi aussi. Mais ce n'est pas actuellement le cas, et je doute que l'occasion s'en présente.

LES MEMBRES CANADIENS DE LA FUNU ET DE L'ORGANISATION DE SURVEILLANCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, il serait peut-être bon de porter au compte rendu la réponse du gouvernement à